Note de présentation du décret portant application de l'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables

L'article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER) vise au développement de la production d'énergies renouvelables sur les parcs de stationnement de plus de 1 500 m², en imposant l'installation, sur au moins la moitié de leur superficie, d'ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables.

Les parcs de stationnement constituent des surfaces par nature artificialisées. Leur usage est tout à fait compatible avec l'installation de dispositifs tels que les ombrières photovoltaïques.

Tenant compte des réalités et des contextes différents que peuvent rencontrer les parcs de stationnement, la loi a prévu que le gestionnaire du parc de stationnement pourra être exonéré de l'application de ces obligations s'il rencontre un certain nombre de contraintes, notamment en raison de contraintes techniques, de sécurité, architecturales, patrimoniales ou environnementales ne permettant pas l'installation des dispositifs, ou lorsque cette obligation ne peut être satisfaite dans des conditions économiquement acceptables.

L'article 40 de la loi APER prévoit qu'un décret en Conseil d'Etat précise ces critères d'exonération.

Pour mémoire, l'article 101 de la loi Climat et Résilience, codifié aux articles L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation et L. 111-19-1 du code de l'urbanisme, prévoit une obligation similaire d'ombrage des parcs de stationnement, ainsi que des conditions similaires d'exonération. Le décret n° 2023-1208 du 18 décembre et l'arrêté du 5 mars 2024 pris en application de ce décret, sont venus préciser ces critères d'exonération. Compte-tenu non seulement des similitudes entre ces obligations et leurs conditions d'exonération, mais également du fait que certains parcs de stationnement entrent dans le champ d'application des deux dispositifs (art. 101 de la loi Climat et Résilience et art. 40 de la loi APER), les dispositions du présent projet de décret s'inspirent très largement de celles du décret du 18 décembre dernier.

L'article 1^{er} du projet de décret propose une **définition de la superficie du parc de stationnement assujettie** aux obligations. Cette superficie comprend les emplacements de stationnement, à l'exclusion de tout autre usage (espaces de détente, espaces verts, espaces logistiques ou de stockage, etc.), ainsi que les voies et cheminements de circulation. Cet article précise également les conditions dans lesquelles les obligations peuvent être mutualisées pour les parcs de stationnement adjacents.

L'article 2 précise la consistance des procédés alternatifs qui peuvent être présents sur le parc et de nature à exonérer d'appliquer l'obligation légale.

Les articles 3 à 10 précisent les conditions d'exonération.

Est ainsi précisée à **l'article 3** la consistance des contraintes techniques, de sécurité et liées à l'usage du parc. Cet article précise également que les dispositions des documents d'urbanisme qui contrarieraient la mise en œuvre de l'obligation légale ne constituent pas des contraintes au sens de la loi et que leur application est en conséquence écartée au bénéfice de la loi.

L'article 4 précise les contraintes architecturales et **l'article 5**, les contraintes environnementales ne permettant pas l'installation des dispositifs.

L'article 6 précise les contraintes liées à un ensoleillement insuffisant qui porterait atteinte à la rentabilité des installations.

S'agissant des contraintes économiques prévues par la loi, **l'article 7** permet une exonération lorsque l'installation des dispositifs porterait atteinte à la viabilité économique de l'assujetti et **l'article 8** lorsque l'installation d'ombrières présente coût pouvant être jugé excessif.

L'article 9 précise les modalités d'appréciation de l'exonération permise en raison de la présence d'arbres sur le parc de stationnement.

L'article 10 prévoit que le parc puisse être exonéré temporairement, par le préfet de département, de l'obligation d'installer les ombrières en raison de la survenue d'une contrainte technique liée à une opération d'aménagement.

L'article 11 précise les modalités de la démonstration du respect des critères d'exonération : il appartient ainsi au gestionnaire de démontrer qu'il remplit les conditions du critère permettant l'exonération de l'obligation.

La loi prévoyant des sanctions, dont le décret doit préciser les conditions d'application, **l'article 12** renvoie aux modalités prévues par le code des relations entre le public et l'administration pour les mettre en œuvre, que le gestionnaire du parc soit une personne de droit public ou de droit privé.

En outre, bien que le décret d'application de l'article 101 de la loi Climat et Résilience ait été publié très récemment, les échanges avec les acteurs économiques, avec les collectivités locales et avec d'autres départements ministériels ont mis en lumière des ajustements qu'il est nécessaire d'apporter à ce texte. En effet, le sujet de l'obligation d'installer des ombrières sur les parcs de stationnement étant totalement nouveau dans le paysage législatif et réglementaire, la mise en œuvre de ces dispositions et les premiers retours d'expériences font apparaître des préoccupations nouvelles dont il convient de tenir compte pour assurer le caractère opérationnel du dispositif.

Ainsi, **l'article 13** apporte quelques ajustements aux dispositions réglementaires du code de l'urbanisme adoptées pour l'application de la loi Climat et Résilience. A cet effet, il est apporté quelques précisions d'ordres techniques et il est admis que la sécurité nationale constitue un critère de sécurité ouvrant droit à dérogation. Il est en outre permis une dérogation pour le stationnement de véhicules lourds transportant des matières dangereuses, dont le stationnement entre dans le champ du régime des installations classées ou est de nature à aggraver un risque.

Il est également admis que les appels à candidature infructueux des personnes se soumettant à une publicité organisée en application du code des marchés publics permettent de présumer du caractère excessif du coût des travaux.

Enfin, il est précisé, comme pour l'application de l'article 40 de la loi APER, que les dispositions des documents d'urbanisme qui contrarieraient la mise en œuvre de l'obligation légale ne constituent pas des contraintes au sens de la loi et que leur application est en conséquence écartée au bénéfice de la loi.

L'article 14 articule les dispositions relatives aux autorisations d'urbanisme avec les nouvelles obligations et permet que les installations inférieures à trois mégawatts, contre un actuellement, puissent bénéficier du régime simplifié de la déclaration préalable.

L'article 15 organise l'application dans le temps des dispositions du décret : lorsque la création, l'aménagement ou les travaux d'un parc de stationnement nécessitent une autorisation d'urbanisme, les dispositions du décret s'appliquent aux demandes d'autorisations d'urbanisme déposées un mois à compter de l'entrée en vigueur du décret. Cela permet une sécurisation et une clarification du régime

de traitement des demandes d'autorisation d'urbanisme. Dans les autres cas, les dispositions du décret entrent en vigueur le lendemain du jour de sa publication.

L'article 16 est l'article d'exécution.